



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

TABLE RONDE SUR LES FINANCEMENTS CLIMATIQUES À MADAGASIKARA

Antananarivo, Lundi 14 octobre 2024

Le Gouvernement Malagasy à travers le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, réaffirment leurs engagements à contribuer dans la mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat par le biais d'une solide collaboration avec les Partenaires et Institutions Financières. Dans ce cadre, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) ont lancé ce jour une table ronde sur le financement de l'action climatique avec le Gouvernement de Madagasikara pour appuyer la mise en oeuvre du programme de Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) du FMI. Cette table ronde vise à réunir les partenaires au développement et le secteur privé afin d'attirer des financements publics et privés supplémentaires en faveur de l'action climatique. Le développement est en effet indissociable de l'appréhension de la dimension climatique.

Selon les récentes prévisions du 6ème Rapport d'Évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il est prévu que la température mondiale augmente de 1,5°C dès 2040-2060. Ces projections expliquent et mettent en évidence la fréquence des phénomènes extrêmes et leur intensification. C'est pourquoi il est essentiel et urgent d'améliorer à tous les niveaux l'adaptation au changement climatique dans les pays les plus vulnérables tels que Madagasikara. Effectivement, Madagasikara fait partie des pays les plus exposés au réchauffement climatique. Les phénomènes climatiques extrêmes touchent régulièrement le pays, et altèrent les programmes économiques et financiers.

Face à cette réalité marquée par des événements climatiques extrêmes touchant tous les secteurs et la population Malagasy, des émissions de gaz à effet de serre qui augmentent à un rythme inquiétant pouvant faire de Madagasikara un émetteur net dans moins de 5 ans à cause principalement de la déforestation et l'utilisation abusive de combustibles fossiles des besoins financiers émergent pour appuyer les actions d'adaptation et d'atténuation.

Les financements identifiés dans la Contribution Déterminée Nationale 2 (CDN2) visent une réduction de 28% des émissions de gaz à effet de serre jusqu' en 2030 et à renforcer la résilience du pays. Les besoins financiers s'élèvent à de 24.4 milliards de US dollars jusqu'en 2030 : (i) 11.6 milliards USD pour l'adaptation ; (ii) 7.3 milliardsUSD pour l'atténuation ; et (iii) 2.8 milliards USD pour les pertes et dommages.

D'une part, la mobilisation des financements et la participation active du secteur privé doivent constituer des leviers importants. Le secteur privé est considéré en effet comme un partenaire stratégique dans la transition vers une économie verte et résiliente. Les opportunités d'investissement existent, et une coordination plus étroite entre le Gouvernement et le secteur privé dans les actions de développement sont plus qu'indispensables.

D'autre part, la FRD constitue une opportunité qu'il faut capitaliser pour Madagascar. Les réformes ambitieuses initiées dans cette FRD sont orientées vers le soutien à la mise en œuvre des projets réalistes qui répondent aux besoins d'adaptation et d'atténuation par rapport aux défis du changement climatique dans la Grande-île.

Madagascar demeure encore un puits de carbone. Mais, si la tendance actuelle d'émission de gaz à effet de serre ne s'inverse pas, Madagascar perdra son statut de « puits » et deviendrait un émetteur net dans moins de 5 ans. Madagascar a cependant un potentiel important tant en matière d'atténuation que d'adaptation en termes d'énergies renouvelables pour inverser cette tendance. Grâce à sa grande richesse en ressources naturelles, le pays peut se positionner comme une destination privilégiée pour les investissements dans le domaine du climat, que ce soit pour des projets d'adaptation ou de mitigation.

Dans cette perspective, le Gouvernement Malagasy, à travers le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, priorise le développement du secteur des énergies renouvelables. Plusieurs initiatives sont en cours, entre autres, la construction de centrales solaires et centrales hydroélectriques, le volet cuisson propre ou « clean cooking », ainsi que la distribution de kits solaires aux ménages les plus vulnérables. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de l'ODD7, notamment l'accès de tous à des services énergétiques propres, durables, modernes, et à un coût abordable. En effet, Madagascar vise à doubler le taux d'accès de sa population à l'électricité en 2030, soit 70% dont 40% en milieu rural.

Toutes les parties prenantes, aussi bien publiques que privées, se doivent de s'unir à cette dynamique, pour appréhender conjointement les défis liés aux impacts des cyclones, inondations et de la sécheresse, mais également à structurer l'ensemble de l'économie Malagasy pour la rendre plus résiliente et durable.

Contact(s) :

- MEF: +261 32 49 656 74
- MEH +261 33 33 300 26
- MEDD: +261 34 86 793 38